

### 3. La fiscalité départementale en 2016

#### 3.1 La taxe foncière sur les propriétés bâties

Parmi les trois taxes «ménages», seule la taxe foncière sur les propriétés bâties est perçue en partie par les départements. Ils conservent leur ancienne part augmentée de l'ancienne part régionale et du montant de la réduction des frais d'assiette perçus auparavant par l'Etat. Ils ont conservé leur pouvoir de taux sur cette taxe.

Ces taux ont gagné 1,5 point entre 2011 et 2016, la moitié de cette hausse étant concentrée sur l'année 2016.

La hausse des recettes fiscales se monte à +2,9 Md€, de 2011 à 2016 bénéficiant de 10,8 Md€ d'augmentation des bases nettes.

#### Le foncier bâti des départements de 2011 à 2016

en millions d'euros

	2011	2012	2013	2014	2015*	2016
<b>Produit du foncier bâti</b>	<b>10 953,4</b>	<b>11 580,8</b>	<b>12 193,6</b>	<b>12 492,4</b>	<b>12 922,0</b>	<b>13 829,4</b>
- base nette	74 902,8	77 625,4	80 217,9	82 107,2	84 226,0	85 746,3
- taux moyen	14,62%	14,92%	15,20%	15,21%	15,34%	16,13%

\*Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon à partir de 2015.

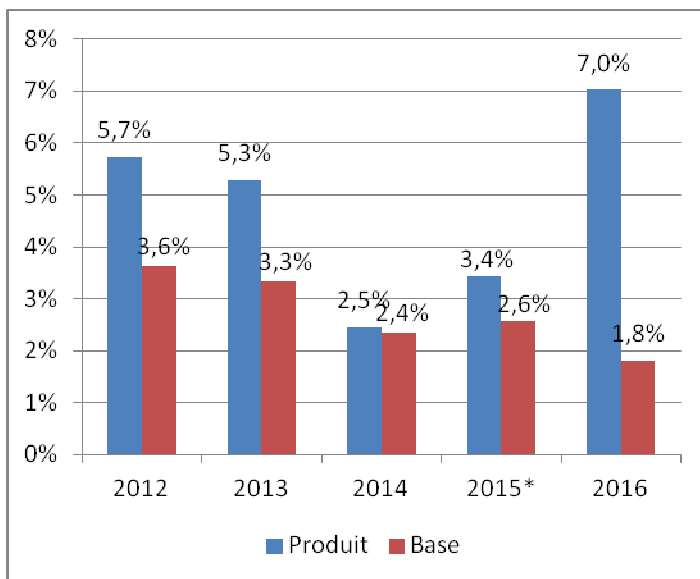
Remarque : le taux moyen est le rapport de la somme des produits théoriques (bases\*taux) et la somme des bases départementales.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL

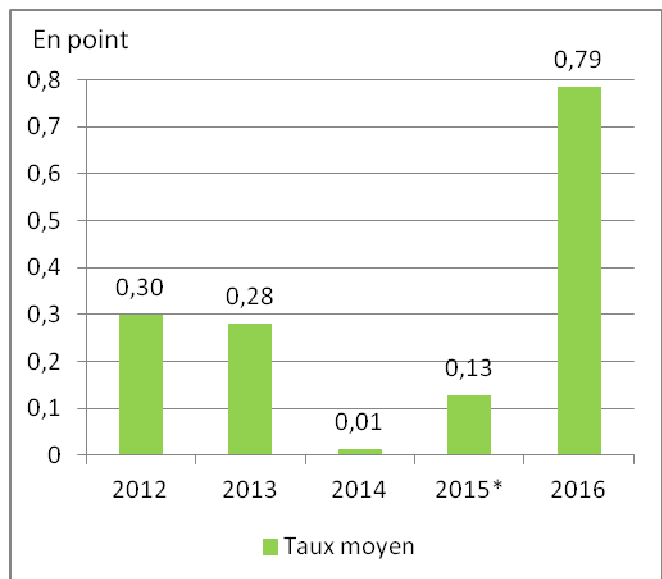
Le produit est en hausse depuis 2011 et atteint 13 829 Md€ en 2016, soit une progression de 7,0% par rapport à 2015. Cette augmentation est due à la fois à un effet base (+1,8%) et à un effet taux (+5,1%) en 2016, qui reflète la décision de 36 départements de voter leurs taux à la hausse en 2016.

#### Evolution de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements de 2012 à 2016

Evolution des produits et des bases



Evolution du taux moyen



\*Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Champ : y compris Mayotte dès 2014.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL

### 3.2 Les impôts économiques

Les recettes de impôts économiques des départements s'élèvent à 8,4 Md€, soit une augmentation de 1,5% par rapport à 2015. Le montant des IFR sur les centrales nucléaires ou thermiques à flamme et sur les stations radioélectriques, principaux postes des IFR (70%), s'élèvent à 188,9 Md€.

Le produit total des IFR est de 271,1 Md€, en hausse de 3 % par rapport à 2015. La CVAE, part principale des impôts économiques (96,8%), augmentant seulement de 1,4% après 4,5% en 2015, atteint 8 178,5 Md€ en 2016. La CVAE dégrèvée, montant pris en charge par l'État représentent 24% des ressources liées à la CVAE.

#### Les impôts économiques des départements de 2011 à 2016

en millions d'euros

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Produit du foncier bâti</b>	<b>10 953,4</b>	<b>11 580,8</b>	<b>12 193,6</b>	<b>12 492,4</b>	<b>12 922,0</b>	<b>13 829,4</b>
- base nette	74 902,8	77 625,4	80 217,9	82 107,2	84 226,0	85 746,3
- taux moyen	14,62%	14,92%	15,20%	15,21%	15,34%	16,13%
<b>CVAE</b>	<b>7 130,0</b>	<b>7 363,1</b>	<b>7 916,5</b>	<b>7 719,6</b>	<b>8 063,8</b>	<b>8 178,5</b>
- don CVAE due	5 387,9	5 695,4	6 096,8	5 863,7	6 170,2	6 221,7
- don CVAE dégrèvée	1 742,1	1 667,7	1 819,7	1 855,9	1 893,6	1 956,8
<b>IFER</b>	<b>226,4</b>	<b>238,7</b>	<b>247,9</b>	<b>259,9</b>	<b>263,4</b>	<b>271,1</b>
- dont éoliennes	12,2	14,5	15,8	16,9	19,1	20,6
- dont hydroliennes	0,5	0,1	0,1	0,04	0,04	0,1
- dont centrales nucléaires ou thermiques à flamme	121,1	125,1	125,8	129,3	123,2	123,5
- dont centrales photovoltaïques	40,2	3,0	6,7	7,9	9,8	12,8
- dont barrages hydrauliques		34,9	36,1	36,8	37,2	37,5
- dont stations radioélectriques	41,6	50,2	52,6	57,7	62,7	65,5
- dont installations de gaz naturel	10,9	10,8	10,8	11,2	11,4	11,2
<b>Impôts économiques</b>	<b>7 356</b>	<b>7 602</b>	<b>8 164</b>	<b>7 979</b>	<b>8 327</b>	<b>8 450</b>

Note : y compris les parts départementales de la métropole de Lyon.

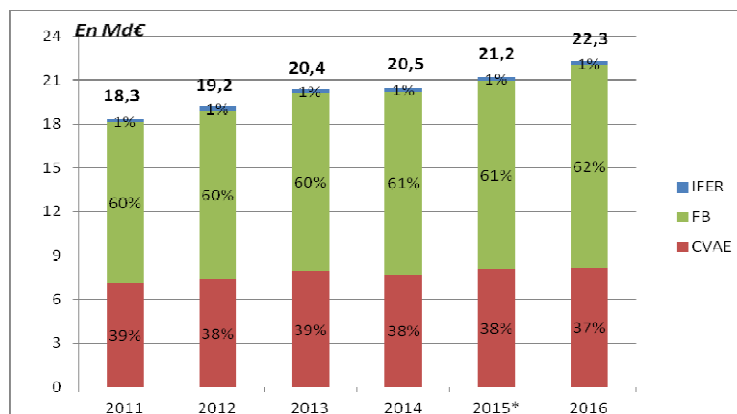
Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL

### 3.3 La fiscalité directe locale des départements

Les recettes fiscales directes des départements ont augmenté de 4,8% en 2016, s'élevant à 22,3 Md€.

Le foncier bâti, représentant environ 60% des ressources, explique 88% de cette hausse.

#### La fiscalité directe des départements entre 2011 et 2016



\*Y compris le foncier bâti et les parts départementales de la CVAE et des IFR de la métropole de Lyon.

Champ : y compris Mayotte à partir de 2014.

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL